

PROCÈS-VERBAL
de la
COMMISSION de SÉCURITÉ
de l'arrondissement de
BRIEV

Affaire suivie par : CNE GOUGNOT Florent

MAISON DE RETRAITE LES MERISIERS
17, rue du Rond Poirier
54150 VAL DE BRIEV

L'établissement est classé en type «J» de 4^{ème} catégorie, pour un effectif de 85 personnes.

Visite périodique effectuée le 4 mai 2022 à 10h00.

La Commission émet un Avis Favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement, avec mise en œuvre des prescriptions suivantes :

- 1°) Poursuivre la tenue à jour du registre de sécurité (article R143-44 du CCH).
- 2°) Maintenir en bon état de fonctionnement et de sécurité toutes les installations techniques et les moyens de secours, poursuivre les vérifications périodiques obligatoires et remédier à toutes les anomalies qui seront relevées (article R43-34 du CCH).
- 3°) Maintenir la formation du personnel affecté à la surveillance. Ce dernier devra connaître le fonctionnement du système de sécurité incendie et devra être formé à l'évacuation des résidents par transfert horizontal en cas de nécessité (article J38).
- 4°) S'assurer, en permanence, de la fermeture complète des portes coupe-feu des locaux à risques, ainsi que du bon fonctionnement des ferme-portes notamment au sous-sol (article CO28).
- 5°) Proscrire l'utilisation de fiches multiples dans les chambres des résidents. La commission conseille la direction de l'établissement de réaliser un courrier de sensibilisation auprès des familles (article EL 11 57).
- 6°) Garantir l'accès facile aux moyens de secours au niveau du sous sol et évacuer le potentiel calorifique devant ces derniers (article MS 39).

Il est rappelé que la périodicité de visite est de 3 ans.

NB : Sur demande écrite, le rapport de la commission peut vous être communiqué.

La Présidente, Sous-Préfet
La Secrétaire Générale,

Stéphanie CARLIG

Article R 143-34 : Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par des commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

PROCES-VERBAL
de la
COMMISSION de SECURITE
de l'arrondissement de
BRIEY

Affaire suivie par : CNE GOUGNOT Florent

EHPAD STERN
4, avenue Clémenceau
54150 VAL DE BRIEY

L'établissement est classé en type «U» de 4ème catégorie, pour un effectif de 172 personnes.

Visite levée d'avis défavorable effectuée le 19 janvier 2022 à 14h30.

La Commission émet un Avis Favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement, avec mise en oeuvre des prescriptions suivantes :

- 1°) Poursuivre la mise à jour du registre de sécurité (article R43-44 du CCH).
- 2°) Maintenir en bon état de fonctionnement et de sécurité toutes les installations techniques et les moyens de secours, procéder aux vérifications périodiques obligatoires et remédier à toutes les anomalies qui seront relevées.

Transmettre le contrôle annuel des ascenseurs (article R143-34 du CCH).

- 3°) Poursuivre la formation du personnel ; il est rappelé que tout le personnel de l'établissement doit être mis en garde contre les dangers que présente un incendie dans cet établissement et il doit être informé par des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des malades.

De plus, des employés spécialement désignés doivent être présent 24h/24 et constituer une équipe de première intervention. Des exercices pratiques, ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie, doivent être organisés périodiquement (articles U43 et U47).

Ces exercices et l'état des personnels formés doivent être précisés en annexe du registre de sécurité.

- 4°) Mettre à jour les plans suite au réaménagement du sous-sol (article MS41).
- 5°) Transmettre le Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux relatif aux travaux de réaménagement du sous-sol dès que ces derniers seront achevés (article GE7).
- 6°) Poursuivre l'organisation des exercices d'instruction du personnel sous la responsabilité de l'exploitant et les reporter dans le registre de sécurité (article MS 51).